

Détecter et abjurer la langue du marché

PAR ANTOINE PERRAUD
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 8 MAI 2016

Le capitalisme effréné engendre une parlure à même de rendre la pensée captive et les révoltes illogiques. Un livre, *La Langue du management et de l'économie à l'ère néolibérale*, permet d'y voir clair. Et de fourbir ses armes critiques. Recension...

Confucius affirmait qu'il s'empresserait en premier lieu, si le gouvernement lui était confié, de « **rectifier les noms** ». Vingt-cinq siècles plus tard, alors que la crise affecte et dévoie la langue, il est temps de rétablir les mots pour ce qu'ils veulent dire. Et non pour ce que le marché leur fait signifier.

À Mediapart, nous prenons l'idiome au sérieux. Au point de régulièrement révéler ce qu'implique l'asservissement du vocabulaire – au sujet des **sarkozystes en vampires du langage** pour voler au secours de leur maître dans l'affaire Bygmalion, ou bien à propos des **hypocrisies sémantiques** propres à faire gober certaines appellations contrôlées par l'idéologie dominante (« *réformiste* », « *social-libéral* » et *tutti quanti*). Il est sans doute plus difficile de combattre un « entrepreneur » qu'un « patron ». Et le Medef se révèle peut-être une cible moins évidente que le CNPF...

Un livre collectif, publié aux Presses universitaires de Strasbourg, mériterait d'être distrait du domaine spécialisé pour devenir un outil de résistance collective à ce prolapsus de l'expression publique : *La Langue du management et de l'économie à l'ère néolibérale*. Ce qui donne LAMEN, selon l'acronyme facétieux bricolé par les conceptrices de l'ouvrage. Corinne Grenouillet et Catherine Vuillermot-Febvet s'inspirent en effet de la **LTI** de Victor Klemperer et de la **LQR** d'Éric Hazan, pour cette analyse de « *la communion en une seule croyance possible autour du bon sens érigé en évidence* ». Tout cela ressortit donc à un dialecte de fer, venu du monde de l'entreprise et de la gestion avant que de cannibaliser l'économie, la société, voire la culture ; avec la puissance d'une religion indiscutable.

La vingtaine d'études ainsi présentées – issues d'un colloque pluridisciplinaire – offre un panorama saisissant de l'ampleur de cette contamination discrétionnaire des esprits : « *La grande force du libéralisme est de se présenter comme une évidence sans alternative.* » On se souvient que Margaret Thatcher, pionnière en la matière, était surnommée TINA, du fait de son credo : « *There is no alternative.* »

Tous les chemins mènent à la pensée unique. Et les élus sont propulsés aux sommets idoines, s'il faut en croire les autobiographies de quelques « *grands dirigeants* » français de ces dernières décennies (les Messier, Tapie, Arnault, Ghosn et autres Leclerc...), examinées à la loupe par Catherine Vuillermot-Febvet. De tels monceaux de propagande s'ordonnent autour d'une idée simple, qui ne peut que donner du cœur au ventre à la piétaille : si on veut, on peut !

Savoir prendre le train en marche en se pliant à l'inéluctabilité plutôt qu'en récriminant au bord du chemin, telle est la vision du monde, la *Weltanschauung* du capitalisme effréné, que transmet en particulier une presse aux ordres – parfois sans le savoir. L'une des communications les plus assassines ausculte, en usant de l'approche lexicométrique, la présentation faite par *Le Monde*, en 1997, de l'inévitable – donc nécessaire – privatisation de France Télécom. Fatalitas et béni-oui-oui dans les augustes colonnes !

Privatisation de France Telecom (publicité, 1997)

Un anthropologue naguère salarié d'une grosse entreprise démonte, pour sa part, le discours managérial qui « *dégouline de positif* ». Celui-ci, artificiel et creux, idéalise la pseudo collectivité prétendument formée. Cette supercherie infantilisante à l'intention des salariés obéit à une grosse ficelle en forme de chaîne lexicale : *confiance, performance, compétence, transparence, satisfaction, adaptation, innovation, mutualisation, implication, ambition, modernisation, écoute, partage, succès, réussite, audace, qualité, responsabilité, transversalité,*

développement, engagement et bien entendu défi (*challenge* pour les franglaisants : ah ! le franglais, qui transforme en modernité l'assujettissement)...

Tout cela pourrait parfois prêter à sourire. Ce serait compter sans l'exploration glaçante du droit du travail à l'américaine, qui nous pend au nez. Voici une conception libertarienne des relations entre employeur et employé. D'où un contrat de travail recelant une clause de renonciation. Pas question d'ester en justice contre l'entreprise : toute accusation de préjudice sera soumise à un arbitrage privé. Est ainsi disséqué le cas de Jamie Leigh Jones, violée par des collègues alors qu'elle travaillait en Irak pour Halliburton. Elle s'est retrouvée contractuellement privée des droits démocratiques élémentaires, en vertu (!) d'une doctrine juridique en forme de leurre, fondée sur le principe du « consentement » arraché aux salariés lors de leur embauche. De telles renonciations, parfaitement légales aux États-Unis, laissent pour seule issue, aux employés désormais démunis, un recours à une justice domestiquée : organisée et financée par l'employeur. Les non-lieux pleuvent comme à Gravelotte, à huis clos et sans la moindre procédure d'appel. L'acquiescement extorqué devient l'arme fatale contre la lutte des classes.

« *Le déni des conflits et des classes sociales. Les discours sociologiques de substitution* », voilà le titre d'une communication qui décrypte la manière dont les clubs de réflexion et leur recherche du consensus ont fini par gangréner les partis de gouvernement. Alors que les inégalités explosaient, tout antagonisme de classe était dénié dans une société pourtant segmentée, hiérarchisée, conflictuelle. Sur de telles ruines, Nicolas Sarkozy, en 2007, put se faire candidat-manager en opposant, aux chômeurs et autres précaires, « *La France qui se lève tôt* ». Diviser encore plus – pour régner encore mieux – le monde populaire, en jouant sur les peurs, les frustrations, les jalousies. Et sur cette forme d'aliénation qui consiste à vouloir se conformer aux normes venues d'en haut, chez ceux qui ne s'assument pas en sujets luttant au bas de l'échelle sociale.

Il n'y a plus guère de bastions de résistance dans notre imaginaire collectif, où les déshérités sont condamnés à se vivre en aveux de faiblesse ayant dû intégrer leur infériorité à la fois structurelle et congénitale. Le verbe économique-managérial, véritable garde-chiourme rhétorique, a envahi *ad nauseam* le secteur de la santé, au nom d'un « *processus d'économisation* » que scrute l'une des contributions. Une autre s'attache à l'inoculation d'un tel discours dans un secteur moins poreux au premier abord : le patrimoine (qui retrouve ainsi son sens lié à la gestion et au profit) de l'humanité classé par l'Unesco. La rentabilité s'encastre dans le culturel, qui devient une « *valeur ajoutée* » – en se conformant à une mise en marché régulée par l'attraction touristique du bien patrimonial ainsi distingué. La presse joue, là encore, son rôle de voiture-balai linguistique : « *Albi est en fête. La ville du Tarn a touché le jackpot : l'inscription sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco* » (*Le Monde*, 27 août 2010). Les clichés journalistiques n'ont pas seulement la vie dure, ils sont gros de signifiants...

Un tel abaissement, une telle dévalorisation de la langue, ne se voient défiés que par une écriture qui ne mange pas de ce pain-là, qui refuse de s'abâtardir et de se prostituer : la littérature. Dans une seconde partie, *La Langue du management et de l'économie à l'ère néolibérale*, après avoir exploré les formes sociales du phénomène, plonge dans la ténacité du travail des créateurs portant sur de tels enjeux (avec notamment une communication consacrée **au théâtre de Michel Vinaver**, sans oublier la figure de **Jean-Charles Massera**).



« Par-dessus bord », pièce de Michel Vinaver mise en scène au TNP de Villeurbanne par Christian Schiaretti (2008)

Corine Grenouillet, auteure d'un ouvrage dont nous avons rendu compte (*Usines en textes, écritures au travail*), fixe à 1982 un certain retour à la réalité

du roman français, avec la publication de *L'Excès-L'usine* (**Leslie Kaplan**) et *Sortie d'usine* (François Bon) : « *Mais il faut attendre les années 2000 pour que se développent les romans d'entreprise, notamment les romans de bureau (...) Ils inscrivent leur fiction dans le cadre d'entreprises fictives et ils réfléchissent (sur) les discours managériaux qui se sont mis à proliférer dans les entreprises réelles.* »

Toutes ces pages et tous ces mots consacrés à LAMEN, à la fois experts et militants, visent à synthétiser, prolonger, diffracter les travaux entrepris voilà plus d'un demi-siècle par Herbert Marcuse (*L'Homme unidimensionnel. Essai sur la société avancée*), ou encore, à la fin des années 1990, par Luc Boltanski et Ève Chiapello (*Le Nouvel Esprit du capitalisme*). Toutefois, une ambition pressante et bienvenue – qui n'a pas besoin d'être avouée pour surgir à chaque paragraphe – se vérifie en l'occurrence : que la prise de conscience et la révolte puissent gagner un jour la société dans son entier.

Même si un chapitre (« *Devenez vous-même* ») inventorie « *la translation des notions propres à la psychologie vers la logique managériale* », une question se pose, à peine abordée : quid de l'actuelle psychologisation des luttes sociales ? Quand les **CHSCT** supplantent les syndicats comme interlocuteurs des directions dans les entreprises, quand la souffrance au travail éclipse la lutte des classes, quand le coaching oblitère la démocratie égalitaire, n'est-ce pas une façon – naïve ou pernicieuse et sous couvert de réparation – de maintenir l'omnipotence patronale ? N'est-ce pas la continuation de l'absolutisme entrepreneurial par d'autres moyens ? N'est-ce pas, mâtinée d'accents compassionnels, une manière d'imposer coûte que coûte et en prônant l'écoute une parole

verticale, nonobstant son maquillage horizontal ? Le brouillage de la gestion des ressources humaines n'est-il pas l'ultime parade pour empêcher une « désautomatisation » révolutionnaire de la langue, qui permettrait au peuple de se réapproprier le verbe ; avant, sait-on jamais, les outils de production ?

Si un tel livre ne répond pas directement à ces questions, il les induit et ce n'est pas son plus mince mérite que de nous les transférer sur le bout de la langue...

La Langue du management et de l'économie à l'ère néolibérale.

Formes sociales

Sous la direction

**Corinne Grenouillet
et Catherine Vuillermot-Febvet**

(Presses universitaires de Strasbourg,
294 p., 24 €)



Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.